

Discours Rentrée Auditeurs de Justice

ENM – Mardi 30 janvier 2012

Monsieur le ministre

Monsieur le Premier président,
Monsieur le Procureur général,
Monsieur le Directeur,
Monsieur le professeur Cherif BASSIOUNI,
Mesdames et messieurs les hauts magistrats,
Mesdames, Messieurs les auditeurs de Justice,
Mesdames, Messieurs,

Vous avez rejoints, Mesdames, Messieurs les auditeurs, l'Ecole nationale de la magistrature. Je suis ravi de vous voir si nombreux intégrer cette formation d'excellence, la magistrature s'enrichit aujourd'hui de nouveaux profils et de nouveaux visages, et je m'en réjouis.

En réussissant à intégrer cette école, vous avez fait la preuve de vos compétences et de vos qualités pour devenir magistrat. Chacun sait l'exigence de la sélection, et je tiens chaleureusement à vous féliciter. Je voudrais adresser des félicitations toutes particulières aux auditeurs issus des classes préparatoires intégrées. Cette année, 17 d'entre vous ont suivi ce parcours avec succès. Votre motivation, votre travail, votre persévérance vous ont permis d'intégrer l'ENM. C'est bien la preuve que la politique d'égalité des chances, que nous avons menée ces dernières années, porte aujourd'hui pleinement ses fruits.

1. Votre promotion est cette année plus nombreuse encore que l'an dernier, nous sommes passés en un an seulement de 138 auditeurs à 213. C'est une excellente chose, car la justice a besoin de renforcer ses effectifs. J'ai souhaité que ce mouvement se poursuive l'année prochaine, l'Ecole devrait accueillir 330 auditeurs en 2013, dont 270 par la voie des concours et 60 pour les recrutements sur titre. **Un recrutement d'une telle ampleur est absolument inédit dans l'histoire de l'ENM** mais je le crois à la hauteur des enjeux auxquels est confrontée l'institution judiciaire.

Nous lancerons dans quelques jours une large campagne de communication, afin d'encourager les vocations et faire connaître ce métier passionnant, enrichissant, et essentiel au vivre ensemble. Mesdames et messieurs les auditeurs de justice, mesdames et messieurs les magistrats, parce que vous avez choisi d'embrasser cette profession, je sais que vous serez aussi les meilleurs ambassadeurs dans la diffusion de cette information : je compte sur chacun d'entre vous pour promouvoir ce métier peut-être encore insuffisamment connu et partager ce qui dans ces fonctions, je le sais, vous passionne.

2. Quel métier plus passionnant et varié que celui de la magistrature ? C'est un métier éminemment ouvert, qui offre d'incomparables opportunités de carrière, au sein des juridictions nationales bien sûr, à l'international aussi, à l'administration centrale du ministère, ou en détachement dans d'autres administrations ou établissements publics...

Mais être magistrat, c'est aussi une grande responsabilité, chacun de nous sait bien que rendre la justice est une mission délicate, difficile et exigeante.

Votre statut offre des garanties d'indépendance, il vous impose aussi des devoirs. Impartialité, éthique, discrétion, délicatesse, respect du justiciable, des auxiliaires de justice et des partenaires de la justice, réserve, sont autant de principes et de règles essentielles qui conditionnent la légitimité de vos décisions, qui garantissent à nos concitoyens un procès équitable, qui forgent l'image de la justice et de ceux qui la rendent au nom du peuple français.

La réforme du Conseil supérieur de la magistrature a constitué, à cet égard, une avancée supplémentaire. Elle a permis, comme le soulignait le Président de la République, le 13 janvier dernier, à l'occasion de ses vœux aux Hautes juridictions, de « *garantir une plus grande transparence dans les processus de nomination et donner plus de gages de l'indépendance de notre corps judiciaire* ». Je me réjouis du projet annoncé par le chef de l'Etat de réviser la Constitution afin de soumettre la nomination des magistrats du parquet à l'avis conforme du CSM, inscrivant ainsi dans notre droit la pratique suivie ces dernières années.

Par l'excellence de sa formation, l'Ecole vous prépare à assumer l'ensemble des responsabilités qui vous incomberont. Intégrer l'ENM, c'est bénéficier d'une formation de grande qualité, qui au-delà de l'approfondissement de vos connaissances, vous permettra d'acquérir une expérience pratique. Cette double formation, alliée à la qualité des intervenants et des programmes, fait la force de toutes les écoles du ministère de la justice et des libertés. Je voudrais saluer Monsieur le Directeur, et dire toute ma reconnaissance, aux équipes pédagogiques et administratives de l'Ecole. Je sais l'importance de votre implication auprès des auditeurs, et auprès de tous ceux qui suivent les formations continues dispensées par l'école.

Bien évidemment, cette formation initiale ne constitue qu'un premier pas. Car vient alors l'exercice réel du métier de magistrat, avec, à côté des satisfactions professionnelles qui j'en suis sûr, ne manqueront pas, les doutes, les hésitations, les inquiétudes.

Le métier que vous allez exercer exige certes une compétence et une expertise juridique et technique, mais aussi d'importantes qualités humaines.

- Etre magistrat, c'est exercer un métier au cœur même de notre société, au cœur de ses tensions, de ses crises, de ses attentes : nos concitoyens font de plus en plus appel au juge, trop sans doute. Ils expriment du coup de très fortes attentes à l'égard de l'institution judiciaire, et évidemment à l'égard des magistrats.

En tranchant les conflits, en rappelant la règle de droit, qu'elle soit civile, économique, sociale ou pénale, vous allez œuvrer à la cohésion et à la paix sociales. Faites-le avec humanité, écoute, mesure et sagesse. Faites œuvre aussi de pédagogie : que vos décisions soient claires, précises, compréhensibles, et donc mieux acceptées car comprises et expliquées.

Vous devrez également vous adapter aux évolutions constantes que connaissent notre économie et notre société. Nous vivons dans un monde en permanente mutation. Plusieurs révolutions (celle de la mondialisation, celle du numérique, celle de l'Europe) ont, en effet, profondément modifié nos modèles juridiques, autant qu'elles ont fait évoluer l'acte de juger, de diriger l'action publique, de requérir.

Parce que notre société se transforme, la règle de droit s'adapte et évolue. Vous devrez enrichir en permanence vos connaissances du droit national et des procédures applicables, autant que des règles européennes.

3. Nous disposons désormais d'un corpus juridique extrêmement riche. J'entends bien les inquiétudes qui se sont notamment exprimées ces dernières semaines lors des audiences solennelles de rentrée. J'ai bien conscience de la contrainte que constituent pour nos juridictions l'adoption de dispositions législatives nouvelles et l'évolution extrêmement rapide de la norme.

Je ne voudrais pas cependant qu'on se désespère des réformes.

Huit réformes législatives ont été adoptées cette année afin de se conformer, dans le domaine de la justice, aux décisions du Conseil constitutionnel, à la suite de questions prioritaires de constitutionnalité.

Et c'est une excellente chose ! La réforme de la garde à vue, celle de l'hospitalisation d'office ont constitué de véritables progrès pour notre Etat de droit. Nous devons nous en féliciter !

Fallait-il alors que nous mettions de côté les autres projets ? Je ne le crois pas.

Les chantiers ont été nombreux, c'est vrai, mais quoiqu'en disent certains, ces avancées répondaient à de fortes attentes de nos concitoyens, ou des professions juridiques et judiciaires. Elles contribuent à améliorer la qualité et l'accessibilité de notre justice, à la moderniser, et je m'en réjouis.

- L'exécution effective des peines a constitué l'un de mes objectifs majeurs. Qui peut comprendre, en effet, qu'une peine prononcée ne reçoive aucune exécution ? Le respect dû au travail des magistrats, la crédibilité de la justice, exigent d'améliorer le taux d'exécution des décisions de justice. J'ai entendu déployer dès février 2011 de nouveaux moyens pour améliorer cette mise à exécution des peines, et en particulier des peines d'emprisonnement. Le projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines, actuellement à l'examen du Parlement, permettra de poursuivre cet objectif, tout en

l'inscrivant dans le temps et en l'assortissant de moyens tant matériels qu'humains.

- Il faut bien comprendre aussi que la prison ne peut être la réponse à tout, j'ai ainsi souhaité que nous privilégions d'autres solutions chaque fois que la situation le permet : les aménagements de peine ont ainsi été développés – 10 700 condamnés bénéficient aujourd'hui d'un aménagement peine sous écrou sous forme de surveillance électronique, de semi-liberté ou de placement extérieur, c'est un quart de plus qu'il y a un an.
- Nous nous sommes mobilisés aussi pour imaginer les réponses les mieux adaptées aux évolutions de la délinquance, en particulier de la délinquance des mineurs, et pour prévenir toujours plus efficacement la récidive. Les magistrats disposent désormais d'un panel de réponses plus large et d'outils mieux adaptés.
- Avec la réforme sur les citoyens-asseesseurs, nous avons œuvré à rapprocher la justice des Français. Les résultats de l'expérimentation de la réforme dans les cours d'appel de Dijon et de Toulouse, depuis quelques semaines, sont très positifs. Les retours des juridictions concernées, autant que des premiers citoyens-asseesseurs, sont excellents. Participer à l'œuvre de justice, en siégeant aux côtés des magistrats, c'est une chance de mieux comprendre l'acte de juger, d'en saisir aussi la difficulté. L'effort de pédagogie des magistrats auprès des citoyens-asseesseurs participe de l'accessibilité de notre justice.

Ces nouveaux dispositifs ont imposé une mobilisation et une capacité d'adaptation de tous les acteurs judiciaires. Ces défis, les magistrats ont su les relever, je sais que la tâche n'a pas été facile.

4. Beaucoup a été dit sur le manque de moyens des juridictions, pourtant si la situation n'est pas pleinement satisfaisante, des efforts sans précédent ont été conduits par ce gouvernement. Parce que nous avons pleinement conscience des contraintes qui pèsent sur la justice, nous avons fait de la question des moyens de la

justice une priorité. Le gouvernement et le Parlement se sont mobilisés pour abonder le budget de la justice. Ce n'est pas encore suffisant, je le sais, mais en cinq ans, le budget de la justice a quand même connu une augmentation très significative de 20%, pour dépasser depuis deux ans les 7 milliards d'euros.

J'ai aussi veillé à ce que chacune des réformes que j'ai portée soit accompagnée de moyens supplémentaires, et des recrutements nécessaires en magistrats, greffiers, fonctionnaires, éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse et personnel pénitentiaire.

J'ai pleinement conscience que nous ne pouvons exiger toujours plus des acteurs de la justice sans leur donner les moyens d'accomplir leurs missions. Certes, les effets des recrutements massifs de personnels ne se font pas encore forcément sentir sur le terrain. Mais je me réjouis que toutes les écoles du ministère de la justice soient pleines. Vous êtes 213 auditeurs de justice à l'ENM cette année, 800 greffiers et greffiers en chef sont actuellement formés par l'Ecole nationale des greffes, plus de 4 000 stagiaires passent à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire, et 180 éducateurs et directeurs stagiaires à l'Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

Mesdames, Messieurs les auditeurs,

En entrant à l'Ecole de la magistrature, vous marchez dans les pas des éminents magistrats qui vous ont précédé, ont servi et servent encore aujourd'hui notre justice. Le parcours professionnel de chacun est unique, mais je sais que tous vous diront quel défi passionnant constitue l'acte de juger, de diriger les enquêtes, ou de requérir.

Je sais aussi que vous êtes la justice de demain, je suis profondément convaincu que vous vous rendrez dignes de ce qu'ils ont accompli au service du justiciable, en portant haut les valeurs de notre justice.

Soyez assurés qu'à la place qui est la mienne, je fais tout pour vous permettre de remplir vos futures fonctions dans les meilleures conditions possibles, en toute indépendance.

Je forme mes vœux de réussite à chacune et chacun d'entre vous.

Je vous remercie.